

## **Synthèse finale du colloque Le développement Culturel : un avenir pour les territoires ?**

Dominique Crozat. Maître de conférence, université de Montpellier 3, Mutation des Territoires en Europe. [dominique.crozat@univ-montp3.fr](mailto:dominique.crozat@univ-montp3.fr)

Dans le contexte d'un tel événement, j'ai été frappé par un certain nombre d'éléments qui demandent à être repris ici plus en détail afin de leur redonner toute leur profondeur. Ce qui m'apparaît comme le fil directeur du propos collectif, c'est la capacité plastique de la culture à supporter des projets et aspirations extrêmement variés ; cela induit une réflexion sur la culture, ses définitions multiples supportant des usages, voire des modalités de mise en œuvre diversifiés. Mais une de ses principales finalités dans le contexte du développement culturel vise à explorer et positionner des limites à cette culture. Enfin, au-delà des récurrences constatées pendant le colloque, j'ai été frappé par certains manques, oublis qui dénotent une évolution des mentalités et pratiques des chercheurs eux-mêmes, autant, sinon plus importante, que celle des populations et groupes qu'ils étudient...

### **Quelle culture ?**

L'instrumentalisation économique, politique ou sociale de diverses formes de la culture fait souvent oublier qu'elle a d'abord pour fonction de créer du lien social et de l'identité. A travers ces communications, le développement culturel fait appel à quatre niveaux de la culture, hiérarchisés socialement :

1- La culture comme opportunité, aléatoire et peu ou pas organisée ; c'est la phase antérieure, la préhistoire du propos de notre colloque.

2- La culture comme ressource territoriale : l'exploitation d'une aménité culturelle permet de valoriser d'autres productions (en particulier produits alimentaires et les loisirs), de les labelliser.

3- La culture comme marketing territorial : on décide de prendre en charge la création de cette ressource territoriale dans un projet global de promotion du territoire.

4- La culture comme simulacres et remédiations devient médiaculture ; c'est la dysneyfication ou ce que je développe actuellement autour de l'hyper réel. Le projet de promotion fait appel à des icônes et performe dans l'aménagement de l'espace et l'organisation de la société locale, souvent, mais pas systématiquement, au moyen de technologies.

Ainsi, progressivement, à travers cette série de glissements de sens, la culture est positionnée au centre des politiques locales et acquiert un rôle structurant. A travers le développement culturel, on passe de l'image (qui procure un « plus ») au produit, normé, calibré, standardisé et réputé efficient.

C'est donc probablement cette prolifération sémantique et d'usage qui explique ce souci permanent de cerner les limites d'un développement culturel majoritairement entendu comme projet culturel.

### **Cerner les limites**

La session inaugurale du colloque a essayé de poser quelques éléments de définition. On peut remarquer qu'ensuite peu d'interventions se sont essayées à développer ces aspects ; fort logiquement puisque cela correspondait aux logiques d'organisation du programme, le propos tournait plus souvent autour de l'utilité sociale de la culture et les modalités de sa mise en œuvre mais aussi l'intérêt économique du développement culturel. Nous reprendrons ces points plus loin. Mais, tout d'abord il me semble important de signaler que beaucoup de communications avaient d'abord en commun de chercher à cerner de différentes manières les limites de cette notion.

Classiquement, elles pouvaient pointer ce que M. Grodwhol a appelé « la fatalité de l'institutionnalisation » à l'origine de la perte de sa dynamique initiale.

Il pouvait aussi s'agir de limites spatiales quand G. Saez soulignait le besoin d'une référence à un extérieur et donc l'idée d'un développement interterritorial plutôt que territorial par cette référence à l'Autre. La remarque était illustrée le lendemain par les propos de B. Grésillon et L. Gwazdzinski : le dynamisme de certains espaces (en l'occurrence urbain) est référé à celui d'autres espaces de même type, induisant une relative homogénéisation dans l'innovation sociale : la nuit devient une temporalité spécifique à ces dimensions dans la plupart des villes européennes.

Étaient aussi posées les limites des politiques de communication par la culture (Houiller-Guilbert, Chevalier) dans la promotion des territoires, limites d'une action souvent très individualisée (Goeury) et pas toujours très claire dans ses attendus, lourde de routines et sous-entendus peu questionnés dans la pratique quotidienne (Suchet, la dérangeante Mariette Sibertin-Blanc ; Banos, tout aussi dérangeant mais moins chahuté).

### **Le rôle de la culture**

Ces communications posaient aussi la question du rôle de la culture : à travers l'ambiguïté des définitions de la culture mise en valeur plus haut par Sébastien Fournier, ce fut un des attracteurs majeurs du colloque. C'est mon second axe de lecture des présentations mais qui recoupe encore souvent le questionnement des limites du développement culturel. Sous cet angle, on peut caricaturer un peu en disant que deux types d'espaces instrumentalisent ainsi particulièrement la culture : les plus dynamiques et ceux qui souffrent.

Beaucoup d'approches (Banos, Zanetti, Jno Baptiste, Le Coq, Volponi) s'intéressaient en effet à des espaces en difficulté économique, sociale, ou démographique (régions industrielles en reconversion, espaces émergents, rural...) ou marginalisés (Porcellana); celles-ci pouvaient laisser croire que dans ces situations difficile, le développement culturel était une option par défaut, celle qu'on envisageait lorsque tout le reste avait échoué ou lorsqu'on n'a que peu d'autres moyens à disposition.

Ainsi, la vieille conception d'une culture gaspillage, consommation sacrificielle est en soit remise en cause par l'utilitarisme sous-jacent de la notion de développement culturel. Avec ces approches d'une culture pensée comme dernière arme des plus défavorisés mais aussi les approches plus fonctionnelles liées au marketing territorial, la culture apparaît ainsi comme un des derniers domaines laissant une possibilité d'action dans un monde globalisé où la décision politique locale perd de son importance. En ce sens, parler d'instrumentalisation n'a rien de péjoratif tant il s'agit d'une banalisation.

Il demeure de cette ancienne sacralisation de la culture un prestige que s'efforcent d'exploiter des territoires dynamiques (Houiller-Guilbert, Chevalier, Bochow, Djakouane). Dans ces sociétés très policées, elle reste la pourvoyeuse d'imaginaires en quête d'un ailleurs, qu'ils s'agisse d'espaces (Goeury) ou de temporalités (la nuit, « dernière frontière » de Gwazdzinski, le moyen-âge de Guiu).

Cet utilitarisme n'empêche pas la spontanéité des pratiques d'acteurs moins professionnalisés, en quête d'identité (Leitão, Salini) : ce sont eux qui contribuent le plus à la perpétuation du

prestige de la culture comme marqueur territorial avec parfois une compétence surprenante par leur capacité à induire des reconfigurations importantes des systèmes territoriaux locaux (Bareli, Salvatore, Raibaud).

### **Modalités de mise en œuvre**

Car cette revue des thématiques marquantes serait incomplète<sup>1</sup> sans aborder un troisième axe majeur qui s'intéresse aux modalités selon lesquelles cette culture est mise en valeur. Beaucoup de communication posent ainsi la question du « comment ça marche ? » avec une approche tantôt surplombante de l'acteur public (Préau, Chevalier, Duval, Burch et Alcade) ou plus immédiatement concrète, centrée autour de la réussite d'un événement ; bien illustrée par le projet de la Gare Franche à Marseille (Groussard), cette démarche a été également bien mise en valeur dans la session consacrée au développement touristique (Carabelli, Acquaviva, Catrina, Jno-Baptiste) où l'extrême diversité des situations présentées contrastait avec la cohérence et la commune persévérance des processus de valorisation du territoire local : il s'agit bien d'une logique d'ingénierie territoriale, de la recherche d'un « catalyseur » (Carabelli) à la mise au point du désormais fameux « kit festif » (Guiu).

### **Questionner le chercheur et l'acteur**

Au même titre que les interrogations sur le sens à donner aujourd'hui à l'action culturelle, ce souci pragmatique rencontre un écho dans la salle, suscite des questions et débats qui montrent l'importance de la demande autant que la difficulté à en appréhender les enjeux dans un monde en mutation : dans la logique d'une médiaculture omniprésente, avons-nous encore besoin de culture ? Surtout, existe-t-il encore une place pour l'acteur culturel ? Des questions que ne se posaient pas (ou du moins pas sous cette forme) les Malraux ou Renaud-Barrault... Mais ces interrogations intéressent aussi le chercheur : dès l'introduction du colloque, Sébastien Fournier puis Claude Chastagner mettent bien en valeur la dimension performative du travail d'investigation mais, là encore, la maîtrise des techniques et la conscience de cette maîtrise ont beau s'être renforcés, cela ne répond pas à la question de la finalité de l'action culturelle.

---

<sup>1</sup> Elle l'est nécessairement puisque, le colloque se déroulant en parallèle sur deux salles, il était impossible d'avoir seul un regard exhaustif et que ne sont évoquées ici qu'une partie des communications. La synthèse finale du colloque a été préparée avec J.-M. Tobelem et nous nous étions préalablement partagé les présentations.

C'est probablement la raison pour laquelle le débat autour de la démocratisation de la culture a couru tout au long de la première journée, posé dès la première communication (Bernié-Boissard) et revenant plusieurs fois (Djakouane) jusqu'à la table ronde du soir : cette volonté de démocratisation est-elle encore d'actualité ? Si un consensus assez volontariste s'est généralement dégagé, insistant cependant sur la nécessité d'adaptation au contexte d'une société qui a évolué depuis les années 1960, j'avoue, à titre personnel, être sceptique sur l'importance, réelle mais probablement secondaire, de cette demande : la situation du secteur de l'action culturelle est paradoxalement fragilisée alors que la notion de développement culturel est omniprésente dans toute politique ; de même, ce succès n'induit pas nécessairement un développement de la culture.

Dans cette incertitude, afin de prolonger la réflexion, il me paraît logique de terminer en posant quelques questions issues d'interrogations suscitées par ces débats : il peut s'agir de remarques à partir de thèmes redondants durant ces deux jours ou de signaler des manques, des idées reçues qui n'ont pas été questionnées, des pistes pour un agenda futur de la recherche.

1- Comment situer les cas étudiés ? L'utilisation de la culture est-elle toujours défensive, en réponse, souvent tardive, à une fragilisation, qu'il s'agisse de territoires en difficulté économique ou démographique qui veulent se redéfinir ou du besoin d'identité d'espaces attractifs qui craignent d'être submergés par l'afflux de populations nouvelles et envisagent de (re)fonder un discours commun ?

2- N'y a-t-il pas alors, comme dans le cas de la Dominique (Jno-Bapstiste), une confusion fréquente entre la construction culturelle à destination des habitants (idéologie territoriale) et celle destinée aux visiteurs potentiels du pays (marketing territorial) ? Pour le dire autrement, les acteurs ont-ils une conscience claire des objectifs commerciaux qu'ils mettent en jeu ? Ne s'agit-il pas le plus souvent de la constitution d'une idéologie territoriale à vocation interne au territoire ? Cela suscite un double glissement vers les modalités de la réception de ce discours et la question de l'échelle d'action.

3- S'agit-il de la mise en scène d'une culture prétexte ? comment s'opère l'alchimie du passage du « *support identitaire essentiel* » (Brennetot, 2004) ? l'identité territoriale est-elle nécessairement transposable comme identité commerciale ?

4- Le développement par la culture reste-il toujours confiné à des espaces de petites dimensions, entités nécessairement, voire *essentiellement* locales, envisagé dans des configurations territoriales limitées ? au regard de l'ensemble des communications présentées,

le temps des Malraux fondant un ministère *national*, ou celui de la vocation *universalisante* de l'UNESCO semble passé et laissé aux grands médias et multinationales qui transforment la culture en *entertainment*. Plus largement comment articuler les médiacultures (Maigret et Macé, 2005) à vocation internationales, omniprésentes voire envahissantes, et ces dimensions très locales ?

5- Quelles sont les stratégies de développement culturel et pourquoi, malgré son succès, cet outil reste-t-il relativement fruste ? Cela induit, de poser la question de l'autonomie de décision : c'est souvent une des causes majeures du processus de mutation vers le culturel. Réelle autonomie ou nouvelle dépendance vis-à-vis des pôles émetteurs ? situation vis-à-vis des grandes multinationales ou, plus souvent, les entreprises nationales (médias) ? Comment négocier le décalage assez fréquent entre les effets d'image et la réalité économique ou sociale d'un territoire soumis aux aléas du marché, à la métropolisation et à la mondialisation ?

6- Concurrence et/ou mimétisme ? La multiplication des événements et initiatives culturelles induit des effets de mode, une homogénéisation à défaut d'une standardisation qui permettrait vraiment de parler d'industrie culturelle. Comment concilier la nécessaire fuite en avant vers l'innovation permanente que cela induit et la stabilité que représenterait la culture ? Quelle *sincérité* attendre derrière le développement culturel ?

7- Cela amène à poser la question du temps : sous l'influence des idéologies d'extrême-droite, le débat sur la culture est aujourd'hui pollué par le recours à la durée, la stabilité, l'immuabilité alors que la stabilité supposée de la culture, en particulier à travers ces productions identitaires considérées comme « traditionnelles » est largement une idée reçue. Dans le même temps, le colloque a mis en valeur d'autres dimensions temporelles novatrices (Guiu, Gwazdzinski) déjà évoquées.

8- Parmi ces recours à des temporalités nouvelles, les labellisations et autres formes de reconnaissance et normalisation, par exemple *AOC* ou *Villes d'art et d'histoire* sont-elles suffisantes, une vraie réponse, une contrainte ? elles sont une des formes d'institutionnalisation les plus fréquentes mais aussi les plus inattendues si on réfère à leur succès et leur diversification, encore impensable voici une génération. Quelles évolutions se dessinent ? tout labelliser -c'est-à-dire standardiser, ne l'oublions pas, même si c'est à une échelle locale- ne finit-il pas par faire perdre aux territoires concernés leur originalité ?

9- Comment mettre en œuvre la nécessité de penser l'évaluation de ces politiques de développement culturel ? Quelle est la qualité et l'importance réelle du développement induit ? Il n'existe aujourd'hui que des outils indirects (fréquentation, chiffre d'affaire, etc.)

pour essayer d'appréhender le développement culturel. Mais mettre au point des outils qualitatifs suppose de pouvoir s'appuyer sur des définitions stabilisées.

Ainsi, cette diversité des interrogations induites, qui pourtant ne prétendent même pas à l'exhaustivité, montre bien la richesse d'une question que, personnellement, je trouvais au lancement de l'appel à communications, à la fois trop franco-française et trop géographique pour un colloque qui se voulait international et interdisciplinaire. Je remercie donc l'ensemble des participants pour la densité de ces débats et leur donne rendez-vous pour la quatrième édition de nos rencontres nîmoises.